

Jacques Reigney  
23 ans en 1968  
Alors militant PCF et CGT à  
Paris – 11° arrondissement

# Une brève histoire du printemps 1968

## **Comment nommer le printemps 1968 ?**

D'aucuns, emportés par un certain romantisme parleront de « révolution », se référant surtout aux « barricades » comme il s'en dressa 1830, en 1848, lors de la libération de Paris. Les barricades, les affrontements fournissent les images les plus fréquemment diffusées, ce qui donne une idée inexacte des événements. Le terme révolution est inapproprié si l'on considère qu'à la fin, la société capitaliste s'en est tirée au prix de quelques concessions et réformes. Cependant, les conséquences de mai se feront sentir au cours des années suivantes en instituant une société moins corsetée, plus libérale, avec le développement de la contraception, la montée du féminisme, l'abaissement de la majorité à 18 ans, mais aussi la généralisation de la 4<sup>e</sup> semaine de congé, etc...

Le terme « événements » est beaucoup trop faible, car il n'évoque pas la plus grande grève de l'histoire de France, la puissance des manifestations, le débat renoué entre voisins qui s'ignoraient, la place inédite prise par la jeunesse dans la société, l'expression spectaculaire d'une partie d'entre elle.

1968 a vu la confrontation de 4 ensembles principaux, de poids inégal, avec chacun leurs visées irréconciliables : Le pouvoir gaulliste, lié au grand patronat, et disposant des moyens de l'état, bien décidé à assurer la continuité du régime, le parti communiste et la CGT forts de leur ascendant sur le monde ouvrier, l'un et l'autre en pleine ascension et dominant le reste de l'échiquier politique et syndical, la nébuleuse gauchiste, présente surtout dans le monde étudiant, éparpillée en de nombreux groupuscules rivaux, mais unie contre le PCF et la CGT, par culture instinctive. Quelques soient les positions, elle pouvait en proposer une, selon elle plus à gauche. ET enfin la mouvance sociale-démocrate, diversifiée elle aussi, rassemblant parti socialiste SFIO, « clubs », radicaux, mendésistes, CFDT, FEN etc... peu déterminante sur le déroulé des événement, mais se sentant vocation à leur offrir une forme d'issue.

## **I - Le contexte :**

**Economie** : forte croissance depuis 20 ans, mais des signes d'essoufflement.

La France agricole a fait place à la France industrielle. Celle-ci est dominée par les grandes entreprises de plusieurs centaines, ou plusieurs milliers de salariés. Le salariat, en progression continue, approche les 80%. La classe ouvrière dépasse 40 % des salariés, 55% des actifs, mais a atteint son apogée. Ce sont les catégories des employés, des ingénieurs et techniciens qui croissent le plus vite.

Chez les ouvriers, les OS deviennent plus nombreux que les ouvriers qualifiés. Ils sont jeunes, souvent d'origine rurale, ou issus de l'immigration. Ils n'ont pas la même culture des luttes que l'ancienne classe ouvrière de la sidérurgie, des mines, de la SNCF... Pour eux, la nouvelle organisation de la production est basée sur la répétition des mêmes gestes. Le travail en 3 x 8 prend une place croissante. Le travail est pénible, répétitif, la semaine dépasse 46 Heures. Oubliés les 40 heures de 1936. Certains font bien d'avantage : A coups d'heures supplémentaires ils offrent à leur famille une vie plus décente, que d'autres leur envient. Certains salaires sont en hausse. C'est loin d'être le cas général. Tous sont également conscients de l'injuste partage des fruits de la croissance, liée à l'accélération des cadences et donc de leur productivité. La productivité du travail a augmenté de 66% depuis 10 ans.

Certes, pour une partie, les conditions matérielles se sont améliorées, ils occupent un meilleur logement, (les grands ensembles sont d'abord perçus comme une bénédiction, avant d'apparaître comme le nouveau lieu d'enfermement). Ils ont un frigo, ou une auto, souvent achetée d'occasion. Cela ne fait que souligner la misère matérielle où vit encore la moitié d'entre eux : logement étroit, sans salle de bain ni WC, parfois sans eau courante. Pourtant, dans des milieux éloignés on met en cause la « société de consommation », voire « l'embourgeoisement » des ouvriers. C'est un premier sujet de discorde entre 2 familles de pensée se réclamant de la gauche.

**Mouvement syndical** : La CGT est alors, et de loin, le premier syndicat. Son influence attestée par diverses élections se situe vers les 50 %. Ses effectifs avaient diminué jusqu'aux années 60, mais elle remonte nettement et approche alors les 2 Millions. Son implantation est nationale, et elle est très présente dans les mines la métallurgie, la SNCF, dans toutes les grandes entreprises à la longue tradition de luttes.

FO n'a pas réussi son pari de la supplanter, et se situe en 3<sup>e</sup> position. La CFDT est un syndicat en partie nouveau, puisque issue d'une scission majoritaire de la CFTC. Elle reste imprégnée par la morale sociale de l'église qui, au départ, la situait à droite. Elle sera particulièrement présente dans les zones de pratique catholique, à l'ouest ou en Franche Comté. Elle finit par se rapprocher de la CGT, par signer avec elle un pacte d'unité d'action en 1966, tout en étant obnubilée par le poids communiste dans celle-ci. Début 1968, sur cette base, elle est de plus en plus proche de FO

**Démographie** : Depuis la fin de la guerre le taux de natalité est élevé : c'est le baby-boom. La jeunesse occupe donc alors une place inédite dans la société. La scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans, mais la grande majorité entre ensuite dans la vie active. La majorité politique reste fixée à 21 ans.

Pourtant le nombre d'étudiants atteint 600 000 (X par 3 en 8 ans). Pour la plupart ils sont issus des classes supérieures ou moyennes. Trouver une chambre en cité U, étudier dans des amphithéâtres adaptés et trouver un débouché après leurs études sont leurs soucis principaux.

**Politique** : Depuis 10 ans, De Gaulle est revenu au pouvoir, dans le contexte de la guerre d'Algérie et d'un putsch militaire. Il s'en est en partie éloigné pour instaurer un capitalisme de forme renouvelée, dans lequel l'état, appuyé sur un personnel politique nouveau, issu de la finance de l'industrie et de la technocratie, conduit une politique se réclamant de la planification, et visant à favoriser la constitution de grands groupes par la concentration, tout en négligeant d'autres secteurs. Par ordonnance, le régime livre la sécurité sociale au patronat (CNPF). Elle était gérée par les élus des travailleurs depuis sa création. Il diminue les prestations, augmente les cotisations salariales et

institue le paritarisme dans sa gestion : 50 % pour les syndicats, 50% pour le patronat qui saura trouver des alliés parmi les élus syndicaux.

Cette politique génère des dégâts : des licenciements se multiplient, le chômage dépasse 500 000 alors que les chiffres officiels le minimisent, et qu'ils ne prennent pas en compte les difficultés de la jeunesse à trouver un premier emploi.

### **Le mécontentement social grandit.**

Il se traduit par de grèves de plus en plus nombreuses : 3 millions de journées en 1966, 4 millions en 1967. Grèves par entreprise, ou par branches, lors de journées d'actions, organisées syndicalement, parfois grèves spontanées dites « sauvages ».

A la Rhodia, à Besançon, on renoue, pour la première fois depuis 1936 avec l'occupation de l'usine. Chez Berliet, on séquestre le patron.

Il se traduit aussi au plan politique. Inimaginable ! En 1965 De Gaulle est en ballottage et n'obtiendra que 55% au 2° tour. En 1967, la majorité ne sauve sa peau que pour un siège. . Cependant l'opposition est plurielle et ne saurait former une majorité de rechange.

Le parti communiste, passé sous les 20% en 1958 remonte, lentement mais régulièrement la pente, atteignant près de 23%.

La gauche non communiste, engluée dans la 3° force sous la 4° république, alliance qu'elle n'a jamais perdu de vue, ayant même eu un rôle plus que douteux lors de l'avènement du gaullisme, tente de renouveler son image, en formant un cartel, la FGDS rassemblant les socialistes (SFIO) les radicaux et les « clubs », pour faire pièce ensemble au PCF. Son chef de file, François Mitterrand bénéficie du fait d'avoir été le candidat unique de la gauche en 1965, à l'instigation des communistes. Les socialistes sont tiraillés entre une base ouvrière, pour une large part favorable à une entente avec le PC, et son penchant ancien pour la 3° force, c'est-à-dire pour l'alliance avec une partie de la droite (centristes, indépendant).

Les indépendants, vieux parti de notables, sont affaiblis par leur scission : certains, les giscardiens sont associés à l'UNR dans la majorité.

Les centristes, héritiers du MRP, dirigés par Lecanuet, se situent en opposition à De Gaulle, surtout sur la base de la politique étrangère. Ils lui reprochent, comme les socialistes, sa prise de distance avec l'OTAN et l'Europe supranationale. C'est Lecanuet qui innove dans la « communication » « à l'américaine », faisant de ses dents blanches son principal argument.

Le PSU est un petit parti de gauche, né d'une scission d'avec la SFIO.

Depuis peu, une extrême gauche est entrée en scène, dans le monde universitaire principalement, et tout particulièrement à Paris. Ce sont les anarchistes, les situationnistes, les trotskistes, divisés en plusieurs obédiences, et finalement les maoïstes, eux même divisés, nés suite à la révolution culturelle évoquée plus bas. L'UNEF, le syndicat étudiant, très puissant durant la guerre d'Algérie, a perdu sa substance et est devenu le lieu à la fois de rassemblement et d'affrontement de ces divers groupes, tous hostiles à l'UEC (union des étudiants communistes)

## **Plan international : Trois faits majeurs s'entremêlent.**

Ils seront l'occasion d'une critique gauchiste des engagements du PCF

L'événement majeur des années 60 est la guerre du Viet Nam. Les atrocités commises, années après années par l'armée américaine indignent l'opinion, en France et dans le monde. Des manifestations puissantes sont organisées partout, y compris aux USA. En France, le PCF, la CGT, le mouvement de la paix, ont organisé des manifestations rassemblant par dizaines de milliers: « Paix au Viet Nam ! USA assassins ! US GO Home ! ». L'extrême gauche, s'implique à son tour mais critique ces slogans, jugés trop peu porteurs de révolution. Le Comité Viet Nam national est créé en concurrence ; « FLN vaincra », lance-t-il, et plutôt que la paix, ils veulent la multiplication des Viêt-Nam pour que l'impérialisme s'écroule. Bien entendu, la multiplication des Viet Nam à travers le monde n'est qu'un vœu pieu quand il est émis du quartier latin. De plus si le Viet Nam signifie mise en difficulté de l'impérialisme US, il signifie aussi souffrances horribles pour le peuple qui le subit.

Le tiers monde prend une place croissante ; cependant il se diversifie. Une première organisation du « tiers monde » a vu le jour en 1954. Dans le contexte de la guerre froide, les pays qui le composent se réclament du non alignement, que ce soit sur l'est ou sur l'ouest. Mais dans les faits, ils tournent le dos à l'impérialisme et de fait contribuent à son affaiblissement. Les nouveaux pays indépendants depuis 1960 ont bénéficié de l'aide du monde communiste. Mais l'impérialisme n'est pas partout battu. Le néo colonialisme parvient à maintenir des implantations. A l'inverse, certains pays s'engagent réellement dans la voie révolutionnaire. La CIA pratique l'assassinat politique pour endiguer l'histoire. A la suite de Che Guevara, certains pensent que le moment est venu en s'appuyant sur les pays les plus progressistes, Cuba d'abord, mais aussi l'Algérie et des pays africains ou latino-américains, de porter le fer dans le plus grand nombre d'endroits. Les adeptes français de cette vision s'opposent au PCF qui préfère la solidarité sans lancer de défi aux USA. Le PCF craint la capacité militaire des USA et adhère à l'option de la coexistence pacifique. Le statu quo qu'elle implique n'exclut pas la solidarité, y compris militaire, mais en sous-main.

La rupture Sino-soviétique. Ces 2 grandes puissances du « communisme » sont en concurrence pour le leadership de la révolution mondiale. En Chine, Mao, dont le pouvoir vacille reprend la situation en main en faisant appel à la jeunesse contre les cadres du parti et de la société. Culte de Mao et répression impitoyable marquent la « révolution culturelle. Pour Mao, la politique de coexistence pacifique est un leurre, l'impérialisme est un tigre de papier, et il ne faut pas craindre la guerre. Mao reproche aussi à Kroutchev sa dénonciation de Staline. Cet événement entraîne des scissions dans les partis communistes du monde. En France, la poussée maoïste est limitée. Une partie de la jeunesse intellectuelle reprendra pourtant les slogans infantiles du petit livre rouge, reprendra le stalinisme à son compte, après que le PCF l'ait condamné depuis des années, prônera le mépris pour l'éducation et la culture, idéalisera le retour forcé des intellectuels aux tâches manuelles, en ignorant sans doute les crimes de masse qui se déroulaient en Chine, et mettra des guillemets au C de P « C »F.

« Kroutcheviens » devient dans une insulte dans la bouche des maoïstes, alors que « stalinien » en est une autre de la part de trotskistes ». Les uns et les autres sont d'accord sur un point : le PCF a depuis longtemps trahi la révolution.

## **II – l'étincelle vient de l'université :**

La récente université de Nanterre, installée au milieu d'une friche, concentre 15000 étudiants qui se sentent comme relégués dans un ghetto où l'on s'entasse dans des locaux exigus. Lors d'une visite ministérielle, le jeune étudiant Cohn-Bendit apostrophe le ministre sur le thème des difficultés à y vivre une sexualité. Le 20 mars des étudiants trotskistes sont arrêtés suite au bris d'une vitrine d'un symbole de l'Amérique, par solidarité avec le FNL Vietnamien. Le 22 mars, une assemblée forte de plusieurs centaines de participants réclame la libération des détenus, et décide de l'occupation du bureau du doyen. Un moment interrompue, l'occupation reprend le 29. Le doyen fait fermer la faculté, puis la rouvre. L'occupation se prolonge, et le mouvement essaime dans différentes villes.

Loin de cette agitation, la CGT organise une puissante manifestation le 1<sup>er</sup> mai, la première autorisée depuis l'avènement du gaullisme. .

Le 2 mai la faculté de Nanterre est de nouveau fermée, afin de juguler ceux qui se nomment « les enragés », qui sont convoqués en conseil de discipline. Les examens pourront-ils se passer ou pas ? Ces péripéties suscitent de fortes réserves dans tous les secteurs de l'opinion.

Mais du côté des acteurs, on adhère à la pensée du philosophe Herbert Marcuse, qui désigne les étudiants comme une catégorie révolutionnaire, Contrairement aux marxistes pour qui les masses font l'histoire, pour lui, les minorités actives peuvent changer le monde. Au cours des 2 années précédente, c'est à travers la planète entière que se sont déroulées des contestations étudiantes, et pas seulement à propos du Viet Nam. Aux USA le mouvement pour les droits civiques est de plus en plus actif. Cette irruption de la jeunesse étudiante enflamme certains à l'extrême gauche qui parlent des étudiants comme la nouvelle force révolutionnaire, alors que la classe ouvrière s'est embourgeoisée. Le secrétaire du PSU, Michel Rocard, revendique « le pouvoir étudiant ».

Cependant, l'originalité des événements français, c'est le mouvement social sans précédent, sans lequel les événements se seraient résumés à quelques bagarres rue Gay Lussac.

Le 3 mai, 400 étudiants sont en réunion dans la cour de la Sorbonne. On craint une intervention violente des fascistes d'Occident. Le recteur annule tous les cours et fait fermer les locaux. Il exige l'évacuation de la Sorbonne. Le refus est net. Le pouvoir, universitaire et politique, fait appel aux forces de police qui occupent les lieux. Mais les témoins de cette intervention, même s'ils n'étaient pas impliqués, sont profondément indignés, car il est de tradition séculaire que la police n'entre pas à l'université. Ils se joignent au noyau initial. Des affrontements éclatent : 1500 CRS bien équipés contre 2000 étudiants qui lancent des pavés arrachés à la rue. Certains sont arrêtés et transférés à la justice. Le cycle provocation-répression-solidarité a démarré. La stratégie basée sur l'action violente de minorités agissantes semble avoir fonctionné. Le 4 mai, puis le 6 mai, les affrontements, spectaculaires, iront crescendo.

Les organisations étudiantes et enseignantes appellent à une nouvelle manifestation de protestation. Entre les manifestants (5 000 ?) et les policiers (3000 ?) les heurts inévitables, se concrétisent par des charges policières d'une extrême violence. 850 blessés recensés officiellement. L'ensemble de l'université se met en grève par protestation. Les violences, avec leurs lots de dégâts matériels, iront crescendo les jours suivants et, devant les images de violence policière, l'opinion

publique bascule en faveur des victimes. Ce sont ces images, qui impliquaient un nombre limité d'acteurs, qui ressortent le plus souvent quand on évoque 1968.

Lors des tous débuts, le PCF met l'accent sur la dénonciation des provocations gauchistes, qui, elles non plus, n'hésitent pas à utiliser la violence. CGT, FEN, FO, CFDT sont alors sur la même ligne. Mais les prises de position du PCF sont habilement utilisées par ses adversaires, contre lui seul. La moindre erreur est impitoyablement et durablement utilisée. Georges Marchais, évoquant l'anarchiste Cohn-Bendit ajoute le mot « allemand ». Il est alors facile, et injuste de prendre le PCF en défaut d'internationalisme. Comme il a parlé de groupuscules, les milliers de manifestants étudiants, bien encadrés peuvent lancer « Nous sommes tous des groupuscules ».

Mais très vite, PCF et CGT modifient l'équilibre de leurs prises de position. Ils voient dans « la crise de l'université » l'origine des événements. C'est à la fois vrai et partiel. Sans jamais cesser de dénoncer le gauchisme, Ils qualifient le mouvement étudiant de « mouvement fondamentalement sain ». Ils disent leur admiration pour la lutte des étudiants. Surtout, ils mettent le pouvoir en accusation, et voient dans les événements une provocation du pouvoir pour reprendre le pays en main au non de l' « ordre », ils protestent vigoureusement contre les violences policières.

Cependant, Ils ne parviendront jamais à établir une relation de collaboration respectueuse entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant tel qu'est encadré. La distance sociale entre les 2 est peut-être aussi l'explication de cette carence.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, la violence atteint un niveau inégalé. De modestes barricades, faites de pavés arrachés, de poubelles, de voitures renversées, se dressent dans le quartier latin. Les forces de police les prennent d'assaut, et ivres de fatigue et de haine, frappent tout ce qui est jeune, à coup de matraque et de crosses de fusils. Le cri « CRS = SS » apparu depuis peu, est devenu crédible.

Ces événements, qui sont allés crescendo, sont partis de faits bien mineurs au regard de leurs conséquences : l'occupation d'un amphi à Nanterre, d'une cour à la Sorbonne, des dégâts matériels mineurs, une vitrine brisée.... Cela justifiait-il l'évacuation par police des lieux universitaires, et les moyens extrêmes qu'elle a mis en œuvre ? Est-ce le fait de la maladresse des autorités qui les ont gérés ? Etait-ce au contraire une intention délibérée pour que le pouvoir affaibli montre sa capacité à maintenir l'ordre.

Le pouvoir a, dès ce début mai, envisagé l'utilisation de l'armée, mais il y a renoncé. Qu'en aurait-il été si les mêmes événements avaient impliqué le monde ouvrier ?

### **III - La classe ouvrière entre en scène**

Le samedi 11 mai, la CGT, qui traduit l'indignation majoritaire face à la brutalité de la répression, est sérieusement préoccupée par la situation. Elle craint une dérive autoritaire sinon fascisante du régime. Elle lance pour le lundi 13 mai le mot d'ordre de grève générale et de manifestations. Après des atermoiements, la CFDT, l'UNEF, le Snes sup (FEN) se rallient.

La grève est plus ou moins suivie selon les entreprises. Mais les manifestations sont énormes. A Paris je suis resté des heures immobiles au pied de la statue de la république comme si on n'allait jamais bouger.

Le groupe de tête est formé par les représentants syndicaux. Les politiques (PCF FGDS PSU) sont sur la 2<sup>e</sup> ligne. Cohn-Bendit, qui s'est invité dans le groupe des syndicaux dira son plaisir d'avoir défilé en tête, et d'avoir relégué « les crapules stalinienne » dans le fourgon de queue.

L'objet de la manifestation est bien sur la solidarité et l'amnistie pour les étudiants arrêtés; s'y ajoutent les thèmes du chômage, de la place du peuple dans l'économie (« Charlot, des sous »). On entend « De Gaulle assassin » ; « Etudiants enseignants travailleurs, tous unis ». Et plus politique : « 10 ans, ça suffit » La gaieté est le trait dominant de la manifestation. Une bourgeoise que je connaissais hurle de joie lorsqu'on hisse un drapeau noir sur le panthéon. Tout semble devenir irréel.

Le 13 mai était prévu jour de grève générale intersyndicale et inter professionnelle. Mais le 14 ?

Il faut croire que la manif du 13, si importante, si combattive avait motivé à bloc les militants présents. Le 14, dans quelques entreprises, le travail ne reprend pas. D'autres sont gagnées par la grève le 15, puis le 16, d'abord dans la métallurgie. L'entrée dans le conflit des Renault est déterminante pour la suite. Il y a 2 millions de grévistes le samedi 18 ; 6 million le lundi 20 ; 8 millions le 23 mai sur 16 millions d'actifs. Le chiffre montera encore : 9 millions ? 10 millions ? On peut alors parler de grève générale

Aucun mot d'ordre général n'est venu de la centrale syndicale, mais dans chaque entreprise, les militants s'activent. La CGT appelle les travailleurs à élaborer leurs revendications. Une fois leur usine en grève, les militants vont en délégation rencontrer et convaincre les ouvriers des petites entreprises, ou l'encadrement syndical est plus faible. Les théâtres, comme l'Odéon sont occupés, puis la poste, les administrations, les banques, l'enseignement, la télévision, les grands magasins...

Un bouillonnement inédit s'empare de la société : avocats, juges, journalistes, comédiens, médecins s'interrogent sur leur fonction.

Avoir assisté à ce phénomène : la grève qui se répand spontanément, comme une trainée de poudre est un événement qui m'a fait impression durable.

Le 18 mai, la CFDT, jusque-là plus concentrée sur la Sorbonne, appelle à son tour à la grève.

Partout un comité de grève gère l'occupation de l'entreprise, organise l'entretien des machines, organise le ravitaillement, les cantines, les loisirs, les spectacles. Certains syndicalistes vivent en permanence dans l'usine. D'autres ne viennent que de temps à autre, pour les assemblées ou les manifestations, ils se consacrent au bricolage, parlent beaucoup avec leur voisinage. La CGT prend les mesures pour que les cheminots grévistes acheminent le ravitaillement, pour que les boulangers puissent s'approvisionner en farine auprès des moulins. Les grandes villes ne manqueront de rien, (électricité, eau), sauf d'essence. Le syndicat du livre décide, en accord avec la confédération, que la presse écrite paraîtra. En effet, il n'est pas question de laisser à l'ORTF, étroitement contrôlée, le soin de rendre compte de l'action syndicale. Et les radios doivent s'aligner sur la presse écrite, se référer aux faits, au lieu de dire n'importe quoi. Les journaux paraîtront, à condition de diffuser les communiqués syndicaux. Lorsqu'ils lancent de fausses nouvelles du genre « le travail reprend », les ouvriers empêchent leur sortie.

Ces faits esquissent peut-être ce que pourrait être une économie contrôlée par les producteurs .

Mais prendre le contrôle total de la production n'est pas à l'ordre du jour.

Dans ce contexte, que font les communistes ?

D'abord, ils sont pleinement engagés dans la défense des revendications, l'organisation de la grève, car ils fournissent une part importante des cadres et militants de la CGT.

Ensuite ils se battent pour une issue politique. Ils sont habités par le souvenir du front populaire de 1936. Dès le début des événements, ils réclament un gouvernement populaire, ils veulent l'union sur un programme commun de toutes les forces démocratiques, ce qui signifie pour eux, les partis de gauche (et eux seuls), ainsi que les syndicats. Pendant près de 2 mois, cet objectif fera l'objet de déclarations presque quotidiennes, et ils persisteront alors qu'ils se heurteront à des refus, voire à des rebuffades.

A bien y regarder, il s'agissait d'une stratégie de sommet. La direction avait fixé la ligne, qui était partagée. Aux militants de la populariser, de l'impulser, par exemple en formant des comités d'appuis en adressant pétitions et télégrammes à la FGDS, d'organiser la population en groupe de pression. Mais dans les entreprises, l'état d'esprit était à la délégation de pouvoir, aux syndicats pour les revendications, au partis de gauche pour qu'ils s'entendent. On ne venait occuper l'entreprise qu'épisodiquement, les tâches terre à terre ou les loisirs occupaient l'essentiel du temps. Il n'y avait que peu d'échanges et d'élaboration collective de ce que pouvait devenir l'entreprise, et la société toute entière. Le PCF militait pour une étape intermédiaire, la démocratie avancée. Pour toutes ces raisons, le socialisme n'était pas en débat.

Le mouvement étudiant est alors passé au second plan. Mais dans les facs occupées aussi, il faut s'organiser. Le débat y est permanent, parfois riche de créativité, souvent désordonné et confus. Les contours d'une autre université sont mis en discussion. Les utopies vont bon train. La solidarité ouvriers-étudiants est une idée forte et débouche sur le désir de contacts. Mais, sous la houlette des organisations gauchistes, sa traduction en action c'est la rue et la recherche de l'affrontement. Il s'agit souvent de donner des leçons de lutte aux travailleurs et de proposer une alternative à la CGT et au PCF, ce qui ne favorise pas la compréhension, et encore moins le contact direct.

#### **IV - Et maintenant, quelle perspective ?**

A partir du 20 mai les projets qui agitent les uns et les autres sont multiples et totalement contradictoires : ces projets vivent en même temps. Je les expose pêle-mêle. L'émeute ? La négociation ? Un remplacement du régime par un gouvernement d'unité populaire (union de la gauche) ? Le remplacement du régime par la gauche sans les communistes, élargie à une partie de la droite ? Derrière Mendes France ? Derrière Mitterrand ? Il y a enfin l'option de la dictature militaire car quoiqu'en pensent certains, le pouvoir n'est pas prêt à céder.

#### **L'émeute :**

Partant de l'idée que la situation est révolutionnaire, que le pouvoir est à prendre, qu'il ne demande qu'à être ramassé dira Rocard, les leaders d'extrême gauche conduisent les manifestations hors du quartier latin et portent le fer dans tout Paris. Le 22 mai, puis le 24 mai... Les étudiants sont renforcés par des lycéens, plus jeunes et des éléments issus des marges de la classe ouvrière. Mais au total, le groupe ne grossit plus.

Cette fois, les émeutiers prennent les grands moyens : Mise à sac de magasin, vols d'outillages :



masses, pics, tronçonneuses... Des arbres sont coupés, des voitures incendiées, des rues sont dépavées, la bourse est incendiée....A cela répondent les détonations assourdissantes, les gaz lacrymogène, les charges à la matraque. Mais cette fois, la population devant son téléviseur, son transistor est horrifiée et désapprouve. L'accusé n'est pas la police, mais les émeutiers. L'effet d'entraînement échoue. L'effet inverse l'emporte. Dès lors, les manifestations étudiantes faibliront. Elles se replieront sur la Sorbonne, occupée quelques semaines encore.

Il n'est pas inutile de clarifier le terme étudiant, accolé à ces actions. Des éléments non étudiants les ont rejoints. Par contre on ne sait pas grand-chose du reste des 300 000 étudiants parisiens, de ceux du reste de la France, et des lycéens plus nombreux encore.

Du côté PCF et CGT, on dénonce cette violence inutile, et y voit une machination politique pour casser le mouvement social. Des témoignages se multiplient sur le rôle moteur d'éléments troubles, sous contrôle policier. Le PCF veut tout faire pour que le ne peuple soit pas conduit à l'aventure. Il a dans la tête la répression de 1848, celle de la commune, et plus récemment le coup de force de 1958 et la prise du pouvoir en 1967 par les colonels grecs. Et il sait qu'il en aurait fait les frais.

Pourquoi les travailleurs sont-ils entrés en grève ? PCF et CGT répondent : pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, et non pour abattre le capitalisme par la voie insurrectionnelle. « Si nous avions écouté les sirènes gauchistes, la majorité des travailleurs ne nous auraient pas suivis ». C'est pourquoi CGT et PCF poursuivront une lutte politique ferme contre le gauchisme, l'aventure qu'il propose, sa prétention à diriger le mouvement, et ses tentatives d'incursion dans diverses entreprises.

### **Le pouvoir aux abois ?**

D'abord De Gaulle semble comme désespéré. Il fulmine contre le « bordel », la « chienlit ». Le 22 mai une motion de censure est près de l'emporter car des fidèles ont changé de bord. Le 24 mai se déroule débord une double manifestation CGT puis une intervention radiotélévisée de De Gaulle. Celui-ci annonce un référendum : il demandera au peuple de le mandater pour conduire « la rénovation ». Jouant sur une supposée peur du vide, il demande un oui massif et met en balance sa démission. Cette intervention, décalée par rapport aux attentes du pays est un flop. « Adieu De Gaulle » est chanté un peu partout.

De Gaulle semble ne plus tenir les rênes. Pompidou prend le relais.

### **Négociation : l'impasse de Grenelle**

Depuis des jours la CGT demandait l'ouverture de négociations, alors qu'une rumeur courait selon laquelle des discussions avaient lieu en coulisse. Dans le dos de la CGT, des dirigeants de la CFDT étaient en contact avec des émissaires du gouvernement. Enfin, le 25 mai, au ministère des affaires sociales, la négociation s'ouvre entre les délégations, celle du gouvernement, celle du patronat, et celles des différents syndicats, CGT, CFDT, FEN, FO, CGTC, CGC qui sont inégalement représentatifs du mouvement social, et ne forment pas un front commun, et même la FNSEA, en « observateur ». Contrairement à 1936, non seulement il n'y a pas d'unité syndicale, mais patronat et gouvernement forment un bloc uni. Ils sont au total 88 « négociateurs »s entassés dans une salle enfumée. La CGT, qui est incontournable, expose ses revendications : abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, augmentation du Smig, des salaires et des retraites, sécurité de l'emploi, réduction de la

durée du travail, extension des droits syndicaux, paiement des jours de grève, renégociation des conventions collectives, et échelle mobile, afin que les conquêtes salariales ne soient pas annulées par la hausse des prix. Cette revendication est portée par la seule CGT. Pour leurs parts, les autres centrales s'en tiendront à des revendications plus minimales. La CGT déclare qu'elle ne signera aucun accord, mais soumettra les conclusions de la discussion aux grévistes.

Sur le Smig, le patronat accepte une hausse de 35%. Deux millions de travailleurs passeront de 324 à 520 francs. Pour les autres salaires, dans le secteur privé, la CGT revendique 15%. Le patronat dit ne pas pouvoir faire plus que 5%. Dans les coulisses la CFDT suggère un compromis : 10 % mais accordés en 2 étapes. Le patronat est soulagé et la solution adoptée. La CGT est furieuse. Sur les autres revendications, c'est le refus global. Après une interruption, Pompidou reçoit les syndicats, séparément. L'objectif recherché est d'approfondir la division syndicale. Pour ne pas revenir à l'élection des administrateurs de la sécurité sociale par les assurés, Pompidou représente à la CFDT le fait que la CGT l'emporterait, d'où le maintien de la réforme accordant la moitié des sièges au patronat, l'autre moitié aux divers syndicats, dans lesquels le patronat trouvera des alliés en répartissant les postes de responsables. Devant ces manœuvres, la CGT rappelle ses revendications, quitte momentanément la salle pour rendre compte aux journalistes présents et informer les travailleurs.

A minuit, Ségué apprend l'organisation du rassemblement au stade Charletty, initiée par ceux qui assimilent négociation et trahison. UNEF, PSU, SNES sup, FEN... Avec la participation de la CFDT ! Celle-ci joue donc double jeu. Dès le début du mois, surmontant l'énorme fossé idéologique qui les sépare, elle flirte avec les milieux étudiants d'extrême gauche. Jusqu'au 18 mai, elle reste centrée sur la Sorbonne. Depuis, elle noue les contacts avec la gauche non communiste. La CFDT joue la carte d'une alternative politique, qui tiendrait la CGT à l'écart.

Ce qui se dessine, c'est un texte au rabais, malgré quelques avancées. Ce texte est finalisé le 27 mai au matin. Le mot « accord » figurait dans la première rédaction. La CGT a exigé qu'il soit retiré et remplacé par « constat ». Mais, devant les journalistes, Eugène Descamps de la CFDT et Pompidou le reprennent. Cette falsification des faits restera dans l'histoire. Plusieurs leaders syndicaux (CFTC, FEN, CGC) expriment leur satisfaction, alors que la CFDT, qui approuve « l'accord » national (« Nous avons accompli un travail fécond ») demande un délai pour se prononcer au vu des avancées sur les problèmes locaux.

Ségué ne peut avoir qu'une appréciation mitigée. Au sortir de Grenelle, il se rend chez Renault devant l'assemblée générale des grévistes, déjà informés par transistor, et qui s'était déjà prononcé pour la poursuite de la grève. Ségué parle : il suit sa démarche : information, consultation, décision par les travailleurs. Chaque point négatif du constat est accueilli par des huées.

La légende est alors créée par la presse d'un Ségué hué par les travailleurs, signe que la CGT était débordée par sa base. C'est la médiocrité des concessions qui a été jugée inadmissible. Cette légende se retrouve encore ici ou là. Quant aux appréciations plutôt positives des autres syndicats elles sont passées sous silence. C'est ainsi qu'on écrit l'Histoire.

Pour le gouvernement, Grenelle est un échec retentissant, car partout les assemblées le rejettent. La grève continue et même s'amplifie. CFDT, FO, CGC, CFTC prennent alors leurs distances avec « l'accord ».

Les revendications formulées en 1968 par la CGT ont été élaborées à la base, tout en s'appuyant sur l'accord CGT – CFDT de 1966. Elles étaient concrètement matérielles. Elles ont été critiquées pour leur côté terre à terre. D'un certain point de vue, elles ne formulaient pas l'ambition consciente, plus utopique, de changer le monde, même si grèves et occupations d'usines avaient fait naître l'idée qu'on pouvait vivre autrement. La CGT s'est gardée de surenchérir sur l'accord pour ne pas permettre à la CFDT de prendre ses distances par le bas.

Après Renault, le rejet du « constat » est général. Tout reste à faire, lors de la négociation par branches, et par ministère pour la fonction publique.

### **Pour un gouvernement populaire**

Le mouvement social appelle un débouché politique, mais lequel ?

Pour le PC, dès le 13 mai : « Si, appuyé sur l'unité de la classe ouvrière, son alliance avec les étudiants, l'ensemble des partis de gauche ouvre une perspective claire, les jours du régime sont comptés ». Son secrétaire général, Waldeck Rochet, appelle le 18 mai à la constitution d'un gouvernement populaire d'union démocratique, sur un programme commun, le PCF étant prêt à prendre ses responsabilités. Le 20 sont lancés des comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique. Ils abreuvent la FGDS de télégramme, étant assurés du soutien d'une partie de sa base. Ces mots d'ordre seront repris à chaque occasion et en particulier lors de la manifestation du 29 en réponse à Charlety, et dans le contexte de la « disparition » du général De Gaulle.

### **Le contre projet : Charlety, Mendès, Mitterrand**

Un débouché politique d'une autre nature se trame dans l'ombre, puis au grand jour.

Lors de la 1<sup>o</sup> décennie de mai déjà, la CFDT et la FEN, qui avaient d'abord condamné les débordements étudiants, puis la répression policière, collent désormais au mouvement étudiant. Le SNI se félicite du courage et de la lucidité de l'UNEF et du SNES-Sup. Un bloc CFDT-FEN-UNEF, avec l'ensemble des organisations d'extrême gauche se constitue, bien distinct de la CGT. Les militants UEC et PCF sont hués. Jusqu'au 18 mai la CFDT sera plus proche de la Sorbonne que des usines. Mais le 18 mai elle multiplie les contacts politiques pour placer Mendès France sur orbite. Une association de soutien à Mendès France est créée le 21 sur l'impulsion de la CFDT et du PSU (Rocard – Sauvageot – Geismar en sont alors les figures les plus en vue). Pour une révolution socialiste sans les communistes ? Mendès veut bien répondre à l'appel du peuple, mais pas du mouvement social. Le 22 mai Mitterrand à son tour réclame le départ de De Gaulle et appelle à un gouvernement d'union nationale, avec la gauche, certes, mais aussi avec des « républicains ( ? ) ». Le 24 mai, Mendès France est reçu au siège de l'UNEF. Celle-ci organise un grand rassemblement au stade Charlety : beaucoup d'étudiants de toutes les sensibilités d'extrême gauche, beaucoup de lycéens, mais peu d'ouvriers, des personnalités de la FGDS et Mendès-France, silencieux. Les orateurs affirment que tout est possible, que le moment de la révolution est venu, et que le pouvoir est à ramasser, mais que Séguin et la CGT sont des traîtres.

Le lendemain les soutiens à Mendès affluent, plus ou moins affirmés : Le Monde, Me Isorni (extrême droite) de nombreux notables, (Pinay lui-même,) y compris les responsables centristes, Lecanuet entre autres. La 3<sup>o</sup> force est de retour. Ses partisans y ont-ils jamais renoncé ?

Mitterrand aussi se met sur les rangs, certain du départ de De Gaulle à la suite de la future victoire du « non » : Il n'y a plus d'état, déclare-t-il... Je suis candidat à la présidence de la république. Qui dirigera le gouvernement provisoire? Moi, s'il le faut, mais Mendes peut y prétendre. Je veux un gouvernement sans exclusive ni dosage. Combien y aura-t-il de ministres communistes ? Au moins un....

« Il n'y a pas d'homme miracle » dit le PC. Pas plus Mitterrand que Mendes-France.

Dans ces péripéties, le PC perçoit une manœuvre de grande envergure. Chercher à écarter les communistes, c'est servir une politique de droite. Pour sa part, la CGT lance, pour le 29 mai, de grandes manifestations, auxquelles sont conviées les autres centrales, qui se dérobent. Pour Sauvageot, de l'UNEF : « seule une marche sur l'Élysée pourrait nous convenir ». Le succès est énorme : 100 000 à Marseille, plusieurs centaines de milliers à Paris, sur le thème des revendications, du changement politique par l'unité, du progrès social et démocratique. Le PCF reviendra donc à la charge auprès de la FGDS, prêt à tout oublier pour la réussite de son objectif.

A la CFDT, c'est toujours Mendes France qui tient la corde. Une rencontre avec Mitterrand a lieu. Mendes se déclare alors officiellement prêt à assumer les responsabilités.

### **La lourde menace militaire:**

Le 29 mai, De Gaulle disparaît dit-on. Est-il parti à Colombey pour se ressourcer ? On perd sa trace. Est-on devant le vide politique. Certains y croient. Alors le pouvoir serait effectivement à ramasser. Cette disparition a lieu en même temps que se déroule la manifestation CGT. Les rumeurs vont bon train. La CGT va prendre l'hôtel de ville ! L'Élysée ! Un complot communiste est en cours ! La peur gagne l'opinion mal informée. La manifestation est impressionnante et renvoie Charlety à sa juste dimension. « Gouvernement populaire », lancent les manifestants. Aucun incident ne se produit.

De Gaulle s'est en fait rendu à Baden Baden, où se trouve une armée d'occupation en Allemagne, commandée par le général Massu, son ancien compagnon, ancien putschiste, ancien tortionnaire.

Par ailleurs, et dès le 17 mai une solution militaire est envisagée, le contingent est consigné dans les casernes, les réservistes sont rappelés diverses unités blindées et de brigades motorisées parquent en banlieue. Les parachutistes se préparent depuis Castre et Carcassonne. Certains occupent les Invalides. Le 29 mai au soir, 100 000 hommes sont regroupés aux portes de Paris.

Le SAC, mélange d'aventuriers gaullistes et de gangster se tient prêt à casser du rouge. Une liste des éléments subversifs est dressée.

Les capitaux passent en Suisse.

Pourquoi, du 25 au 30 mai, le pouvoir lui-même a-t-il orchestré une véritable campagne d'intoxication pour faire croire que l'état était liquéfié, qu'il n'y avait qu'à se baisser pour s'en emparer ? Pour piéger ses adversaires, les conduire à des actes qui lui auraient permis de crier à l'illégalité, faire appel au pays et à l'armée, écraser le mouvement ouvrier.

### **La contre-offensive de la droite**

Comme par enchantement, De Gaulle réapparaît le 30 mai. A 16 H 30 il prononce un discours à la radio : je ne démissionnerai pas ... je dissous l'assemblée .... Des élections législatives auront lieu prochainement... Si un parti totalitaire s'emploie à bâillonner le peuple et envisage d'instaurer la dictature, j'utiliserai d'autres voies ... J'appelle les Français à organiser l'action civique.

Il décide par la suite l'amnistie pour les criminels de l'OAS.

L'impact du spectre de la guerre civile sur de larges couches de la population, le PCF en fait une donnée essentielle, quand d'autres, jusqu'à aujourd'hui, estiment qu'il fallait tenter le coup.

Le parti totalitaire visé par De Gaulle est le PCF. Depuis le début du mouvement, le gouvernement voit dans le PCF, et non dans la gauche, modérée ou ultra, le « chef d'orchestre ».

En cette fin d'après-midi du 30 mai, quelques heures après le discours de De Gaulle, les champs Elysées, comme par miracle, sont noirs de monde : Derrière les « barons » gaullistes, sous le sigle CDR, (Comité de Défense de la République) défilent les beaux quartiers, et la petite bourgeoisie effrayée, les nervis du patronat, les fascistes d'occident. Certains sont venus de toutes les provinces. En nombre cette manifestation de droite est comparable à celle du 13 mai. L'opinion semble avoir basculé ;

Cette manifestation a été organisée de main de maître, et ce depuis des jours. La droite n'était pas au fond du trou. Le vide du pouvoir, auquel certains avaient cru n'était peut-être qu'une illusion.

Plus rien n'arrête sa contre-offensive. Des coups de feu sont tirés les jours suivants contre des locaux, des appartements de militants, des piquets de grève sont forcés, au PTT par les CRS, par une voiture bélier dans telle entreprise. Un jeune colleur d'affiche du PC est tué par balles.

Le discours de De Gaulle et ses suites sont ressentis comme une déclaration de guerre par le PCF. Mitterrand et Mendès abandonne leurs velléités. Les manifestations sont difficiles car l'extrême gauche peut les dévoyer. CGT et PC souhaitent une grande manifestation de riposte. Les autres syndicats et partis s'y dérobent. Le 1<sup>er</sup> juin, l'UNEF en lance une, mais la CGT ne s'y joint pas. Comme l'issue électorale paraît jouable, elle rejette à la fois les débordements et le slogan : « élections trahison ».

## **V - Poursuite de la grève. Reprise des négociations**

La CGT redemande des négociations, générales et par branches. Celles-ci se déroulent, dans le nouveau contexte devenu défavorable, dans un rapport de force affaibli. Mais la grève tient, même si la police déloge certains lieux de travail.

Le gouvernement fait d'importantes concessions dans les secteurs où il voulait favoriser la reprise rapide : SNCF, RATP, PTT, EDF. La CGT appelle les travailleurs à considérer les acquis, quand il y en a et de prendre leur décision dans l'unité. Mais il arrive que FO et CFDT signent des accords séparés.

Les négociations aboutiront à un bilan toujours supérieur au constat de Grenelle. Les salaires augmenteront en moyenne de 14 à 15 % (56% pour les salariés agricoles, et même 72% pour les vendeuses des grands magasins, alors sous payées). Des millions de travailleurs cessent d'être pénalisés par les abattements de zone, les abattements d'âge. Le salaire minimal dans beaucoup d'entreprises sont fixés au-dessus du SMIG qui lui-même augmente de 35%. Les primes seront intégrées au salaire.

Garantie d'emploi, formation professionnelle, révision des conventions collectives sont sur le tapis. La durée du travail connaît une légère réduction, mais la généralisation par la loi d'une 4<sup>e</sup> semaine de

congés payés, le 17 mai 1969 doit être porté au crédit de 1968. Cette conquête des Renault était devenue une exigence générale.

Dans certaines branches, et dans la fonction publique, une clause d' « échelle mobile » est actée. Même avec 3 mois de retard, les salaires seront ajustés à la hausse des prix. Lors du « tournant de la rigueur », en 1982, le gouvernement de Mitterrand y mettra fin.

Un énorme progrès est enregistré sur le plan des libertés syndicales : reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, protection des délégués, liberté de déplacement, de collecte, de diffusion de tracts et d'affichage, locaux, heures de délégation, congés payés d'éducation syndicale.

Les jours de grève seront payés : à 50% dans le privé ; à 100% dans la fonction publique.

Des millions de travailleurs connaîtront immédiatement une vie meilleure.

A partir du 5 juin, la tendance est à la reprise, dans les petites entreprises où la hausse du SMIG est un progrès si considérable qu'il est jugé satisfaisant, dans l'enseignement, les banques, les mines, la sidérurgie. La combativité s'érousse, forcément. Les assemblées mobilisent moins, les votes perdent en représentativité. De la déception, de la colère s'empare de ceux qui croyaient une révolution possible. D'aucuns jurent de ne jamais reprendre le travail, et plus les salariés décident librement, par vote, de reprendre, plus les déçus mettent en cause la CGT (et elle seule).

Alors que l'ORTF est reprise en main, le gouvernement soutient que la grève est terminée. Or, le patronat de la métallurgie résiste tant qu'il le peut. Par esprit de vengeance, il ne veut surtout pas céder chez Renault (dont l'état est propriétaire). Alors la grève se renforce dans les entreprises concernées. 1 million de métallurgistes entrent dans leur 4<sup>e</sup> semaine de grève. Ils reçoivent le soutien matériel de ceux qui ont repris le travail ;

Le 7 juin, les gardes mobiles et les CRS pénètrent dans l'usine de Renault Flins, et pour la première fois, derrière des engins militaires. Ils chassent les occupants avec brutalité. Les organisations gauchistes, éteintes depuis la « nuit des barricades » du 24 mai, les maoïstes en particulier, vont faire le déplacement à Flins, où la CGT pèse moins qu'à Billancourt. Elles en feront un point de fixation. Du 7 au 10 juin, des heurts se succèdent avec les forces de l'ordre. Un jeune lycéen maoïste poursuivi se jette à l'eau et se noie.

Le 11 juin, l'UNEF a tenté une ultime « nuit des barricades » la solidarité escomptée n'est pas au rendez-vous, cette dernière nuit de violence pèsera lourd sur les prochaines élections législatives. Le 12 juin, plusieurs organisations d'extrême gauche sont dissoutes, dont la JCR et le « 22 mars ». Le 12 juin, la police évacue l'usine Peugeot de Sochaux. Il y a de nombreux blessés, et 2 morts dans des conditions mal élucidées.

L'état utilise donc les balles les grenades contre les travailleurs. Où veut-il en venir ? La CGT lance le mot d'ordre d'un débrayage d'une heure. Celui-ci est bien suivi, ce qui est remarquable après la récente reprise du travail, suite à une aussi longue grève. Le pouvoir, en est impressionné et retire enfin ses forces de police. Les négociations commencent chez Renault, qui aboutissent le 15 juin. Le résultat est apprécié de manière positive par la CGT, dans les circonstances du moment, compte tenu des avancées et des divisions qui se dessinent. Par leur vote, 25 000 travailleurs, à Billancourt, décident très majoritairement de la reprise. CFDT et FO ne prennent pas la peine de prendre la

parole pour donner leur avis. Les salariés l'approuvent à 75 ou 80% selon les sites. (mais 58% seulement à Flins ).

Le 14 juin, l'Odéon est repris. Le 16 juin, dans le calme, la police reprend la Sorbonne, un instant occupée par d'étranges personnages, les Katangais, plus anciens mercenaires qu'étudiants. Ainsi se termine le mai étudiant.

Les derniers bastions de la grève à leur tour, à Sochaux, après 31 jours de grève, chez Berliet, et enfin chez Citroën ou les grévistes ont obtenu une augmentation de 14 % et une indemnisation de 50% après 36 jours de grève. Les dernières poches tiendront jusqu'à fin juin.

## **VI - Les élections des 23 et 30 juin**

La campagne électorale se déroule comme le pouvoir l'entend. Il s'approprie les conquêtes de la grève qu'il promulgue et s'attribue immédiatement : la hausse du Smig, des allocations familiales, l'aide aux chômeurs, la suppression des abattements de zone.

Un nouveau thème est avancé par le chef de la droite : « la participation » qu'il présente comme une révolution (il dit ne pas avoir peur du mot) car les salariés auront leur part des bénéfices de l'entreprise.

Mais pour l'essentiel, De Gaulle joue sur la peur, et ça marche : peur de la subversion, peur du rouge, peur du communisme et de l'anarchisme habilement mêlés, peur de la guerre civile.

La menace militaire est à peine voilée.

Le nom du parti gaulliste est modifié : l'Union pour la Nouvelle République (UNR) devient Union pour la Défense de la République (UDR).

La campagne électorale use abondamment de photographies et de films montrant des scènes violentes.

A gauche, on croit la victoire possible. En tout cas le boycott proposé par certains : abandonner à l'adversaire la victoire totale sans se battre, paraît insensé. Georges Séguy écrira ne pas avoir imaginé que la manœuvre consistant à assimiler les exactions gauchistes et la force tranquille du mouvement social puisse avoir aussi bien fonctionné.

Il y aura des commentateurs pour dire qu'il y eut connivence entre De Gaulle et le PC pour que le mouvement de 1968 débouche sur une phase électorale.

Le PSU, comme d'autres, crie « élections trahison » et présente 315 candidats.

Suite à un « constat sur l'étendue des convergences », un accord de désistement est conclu entre le PCF et la FGDS. Pourtant, celle-ci poursuit ses contacts avec ceux qu'elle nomme « les républicains », hostiles ou réservés vis-à-vis du pouvoir, ce qui englobe à la fois Giscard et Lecanuet. Charlety n'est pas mort. Mais l'un et l'autre pensent à cette occasion se trouver en position centrale.

Au 1<sup>er</sup> tour, le 23 juin au soir, et dans un contexte de baisse de la participation (symbole du désarroi ?), la majorité a gagné plus de 1 million 500 000 suffrages, 8% de plus qu'en 1967. UDR et alliés auront environ 50%. C'est un raz de marée : dès le premier tour elle emporte 144 sièges contre 10.

Le PCF (20,2 %) et la FGDS (16,5%) reculent l'un et l'autre de 2,2%. Le PSU n'en profite guère, S'il

progresses un peu, (3,9%) c'est qu'il présente 3 fois plus de candidats.  
(Ces chiffres sont approximatifs, les différentes sources présentant certaines différences)

Au 2<sup>e</sup> tour, le 30 juin les gaullistes remportent 293 sièges sur 487. Certes le mode de scrutin a amplifié considérablement ce résultat. On ne peut évoquer ce fait pour minimiser la défaite. Les groupes parlementaires PCF et FGDS sont divisés par 2.

## **Conclusion :**

Le pouvoir a sauvé sa peau. Si fragilisé en 1967 il s'en trouve renforcé. Rapidement les effets de la peur vont se dissiper. Outre l'opposition PC et FGDS, il y a à droite des ambitions et des manœuvres. De Gaulle un an après est de nouveau affaibli. Il lance un référendum pour le 24 mars 1969 sur un sujet qui importe peu (la réforme du sénat) mais il met de nouveau son mandat en balance. L'addition des oppositions portera le non à 55%. De Gaulle se retirera.

Pour les présidentielles, le PCF poursuivra d'abord sa politique d'union de la gauche derrière un candidat unique. Et de nouveau, il essuie un refus, la gauche non communiste regardant ailleurs. Alors le PCF présentera la candidature de Jacques Duclos, et l'autre gauche le ticket Deferre Mendes.

Cette double candidature, qui obtient 5%, est une fessée sévère, et une défaite de la ligne 3<sup>e</sup> force, anticommuniste.

Jacques Duclos (21, 27%) assure une remontée sensible du PCF, dans une élection qui ne lui est pas favorable, grâce à ses extraordinaires prestations télévisuelles et au rejet désormais clair, pour une partie de la gauche, du refus de l'union avec le PC et de la relance de la 3<sup>e</sup> force. Surtout, le PCF est reconnu pour ses mérites par les acteurs de 1968. Il s'en est fallu de peu qu'il soit au 2<sup>e</sup> tour.

Pour l'extrême gauche, Krivine (LCR) obtient 1% et Rocard (PSU) 3,61%. Peu de temps après, comme d'autres gauchistes, Rocard rejoindra le PS dont il deviendra l'un des dirigeants les plus droitiers.

Non seulement la France n'a pas manifesté un désir révolutionnaire, mais en dehors des voix portées sur Duclos, elle manifeste un net penchant à droite. Comme en juin 68

Pompidou, représentant la continuité (UDR + RI) obtient 44, 47%

Poher, (centre démocrate), autrement dit la droite non gaulliste parce que plus européiste et atlantiste atteint 23,31%. Nombre d'électeurs FGDS, éduqués dans les formules de centre-droit, l'ont choisi dès le 1<sup>e</sup> tour.

1968 a vu la percée de l'individu. Pour le meilleur ou pour le pire. Les années qui suivront verront un retour du libéralisme. Pour les soixante-huitards étudiants, certains s'occuperont d'abord de tirer leur épingle du jeu. Ils se reclasseront en politique, dans la haute administration, dans les entreprises. Les plus fidèles à leur convictions entreront provisoirement en usine, d'autres deviendront des néo-ruraux. D'autres feront la critique des utopies qui les ont habité un temps et rejoindront le mouvement progressiste. Certains, très peu nombreux, qui continueront à penser la situation comme révolutionnaire, entreront dans le terrorisme.

Il reste aussi ceux qui défendent les mêmes analyses, et les mêmes regrets, depuis 50 ans.



Dans les entreprises, après 1968, la CGT connaîtra une forte progression en adhérents et en voix.

Au cours des mois et des années qui suivent, analysant l'échec de 1968, le PC (comme la CGT) met en causes sévèrement les agissements gauchistes, et moins sévèrement la division de la gauche, car il ne veut pas entrer en guerre avec ceux à qui il continue à tendre la main. Lorsque Mitterrand, à la tête du parti socialiste signe le programme commun en 1972, le PC entrera dans une première période de difficultés, car certains électeurs qui votaient pour lui pour sanctionner la désunion retournent vers ceux à qui l'on prête des qualités supérieures : le socialisme, oui, mais dans la liberté, et une meilleure position sur l'échiquier politique pour accéder au pouvoir. Mitterrand, avait été désigné comme candidat unique en 1965, ce qui l'avait remis en selle, mais sans le lier. Il sera encore désigné comme candidat unique en 1974.

Autre cause de difficultés : la transformation profonde du monde du travail, les délocalisations, la désindustrialisation, la fermeture des mines, du textile de la sidérurgie, la prédominance des petites et moyennes entreprises, tout cela a ôté leurs principaux points d'appuis au PC et à la CGT.

La crise des pays socialistes a été aussi une cause de l'affaiblissement du PC. Le monde en est-il meilleur?

**Et pour terminer par une citation: Georges Séguy 13 juin 1968** : « Non, les 10 millions de travailleurs en grève ne revendiquaient pas le pouvoir pour la classe ouvrière, mais de meilleures conditions de travail.

Et l'immense majorité d'entre eux exprimait, par opposition au pouvoir personnel leur attachement à la démocratie sous le mot d'ordre : « gouvernement populaire ».

Tels ont été les objectifs et la signification que nous avons donnés au mouvement de grève, depuis le commencement jusqu'à la fin...

Si par hypothèse absurde, nous étions sortis de notre rôle d'organisation syndicale en rejetant ce que nos détracteurs ont appelé avec mépris les « revendications alimentaires » pour nous ériger en état-major d'une révolution ou même pour nous prêter à de sordides combinaisons politiques, nous aurions, d'un seul coup, perdu le précieux capital de confiance que les travailleurs portent à la CGT.... Nous nous serions isolés nous-même en entraînant sans doute la partie la plus consciente de la classe ouvrière, mais sans pouvoir résister à un impitoyable écrasement.

Que les « pseudo-révolutionnaires » veuillent bien nous excuser de les avoir privé du plaisir d'assister à notre enterrement ».

Le 8 juillet, devant le comité central du PC, Waldeck Rochet ne dit pas autre chose.

